



## **AMERIQUE/ARGENTINE - Appel des Evêques au gouvernement : « davantage de consultations à propos des réformes, sans quoi la démocratie est affaiblie »**

Buenos Aires (Agence Fides) – Les Evêques d'Argentine demandent au gouvernement plus de temps, davantage de consultations, une analyse et un débat plus approfondis à propos des projets de loi cruciaux pour les institutions du pays. C'est ce qu'indique un communiqué intitulé « Justice, démocratie et constitution » élaboré par la centaine d'Evêques de tout le pays se trouvant cette semaine en Assemblée sous la conduite de S.Exc. Mgr José Maria Aranceto, Président de la Conférence épiscopale. Comme cela a été indiqué à l'Agence Fides par l'Eglise locale, il est habituel que l'Assemblée publie un communiqué à la fin de sa réunion mais cette fois, les Evêques ont voulu s'exprimer avant, vue l'importance et le caractère critique du moment que connaît la vie politique du pays. Sont en effet en discussion différents projets de loi concernant des thèmes cruciaux pour la démocratie tels que la réforme de l'autorité judiciaire, que le gouvernement tente actuellement de faire approuver au travers d'une procédure qualifiée d'express de manière à ce que le texte soit adopté rapidement par les deux chambres du Parlement sans aucune modification.

Le communiqué des Evêques, envoyé à Fides, indique que « les projets de loi actuellement en discussion afin de réformer l'exercice de la justice comprennent des aspects qui méritent une profonde réflexion de par l'importance du thème qu'ils traitent. C'est pourquoi nous demandons que soient réalisées d'abord d'amples consultations, des discussions et que soit atteint un consensus cohérent avec l'importance des modifications proposées ». « Nous sommes conscients – explique la Conférence épiscopale – qu'en traitant rapidement les réformes significatives, on encourt le risque d'affaiblir la démocratie républicaine, établie par notre constitution, en ce qui concerne l'un de ses aspects fondamentaux, à savoir l'autonomie de ses trois pouvoirs ». (CE) (Agence Fides 17/04/2013)